

# POLITIQUE Les 10 questions clés de la crise

Voici exactement où on en est au terme de cette drôle de semaine

**Q**uelles sont les solutions à la crise institutionnelle inédite que traversent Bruxelles et la Wallonie ? Passons en revue les 10 questions clés que vous vous posez.

**1** La crise déclenchée lundi par le cdH va-t-elle durer longtemps ?

C'est assez probable, oui. Le préalable éthique posé par Ecolo n'est pas à prendre à la légère et va déjà mettre pas mal de temps à se solutionner. Ce n'est qu'ensuite qu'on pourrait entamer des négociations. Elles s'annoncent compliquées pour la Communauté française, où une tripartite est obligatoire, et plus encore à Bruxelles où les exigences de Défi mais aussi l'accord nécessaire des Flamands rendent les choses extrêmement complexes. Plusieurs ténors pensent déjà à annuler leurs vacances, c'est vous dire.

**2** Le cdH a-t-il vraiment pris un risque en décrétant le PS infréquentable ?

Oui, et il est double. Un : il s'est condamné à réussir, le valet noir étant actuellement dans son jeu. Et deux : durablement fâché avec le PS dont il s'est décroché, il est désormais dépendant du bon vouloir du MR pour de longues années, ce qui ne va pas arranger son aile gauche.

**3** Le cdH pourrait-il disparaître si aucune solution n'est trouvée ?

Ses électeurs détestent l'instabilité. Si elle perdure, ils pourraient le lui faire payer cash et ce sont le MR et Ecolo qui seraient alors les premiers à en profiter. Raison pour laquelle laisser le cdH s'enfoncer dans sa crise pourrait également être une option.

**4** Le PS a-t-il encore des chances réelles de revenir dans la course ?

« Jamais » est un mot qui n'existe pas en politique. Mais disons que le parti qui l'y aiderait prendrait un sérieux risque quant à sa crédibilité. Sauf à imaginer une crise qui s'enlise, ou un événement extérieur — un attentat, une fermeture d'entreprise... — qui forcerait à remettre très vite des gouvernements en place.

**5** Le MR va-t-il se décider à y aller avec le cdH pour seul partenaire ?

Il est déchiré sur la question. Il sait les risques importants d'y perdre des plumes. L'argent manque pour de grandes réformes, et la proximité des élections — les communales dès 2018 et les autres en 2019 — constitue un facteur de blocage important. C'est pour cela que son président, Olivier Chastel, n'est pas pressé d'endosser le leadership qui lui revient — vu le poids électoral des siens — dans les négociations.

Mais la perspective de mettre le PS dehors — il en rêve depuis l'échec de l'Orange bleue voici dix ans... — est tentante également. Très tentante, même.

**6** À deux, soit le MR et le cdH, cela suffit-il pour former les gouvernements ?

Oui en Wallonie, mais c'est étriqué (38 sièges sur 75). Et deux de leurs élus vont bientôt accoucher, ce qui va de facto les mettre en minorité. Pour la Communauté française, c'est impossible (46 sur 94), il faut un troisième.

**7** Ecolo pourrait-il les rejoindre pour débloquer la situation ?

Il se posera clairement la question s'il obtient gain de cause sur la tornade éthique qu'il exige. Le PS le sent. Ce n'est pas un hasard si la CGSP s'est déjà rappelée à son bon souvenir en déposant (puis retirant) un préavis de grève sur un motif étonnant, ce vendredi. C'est déjà à cause des menaces de la FGTB que Jean-Michel Javaux avait dit non au MR pour éjecter le PS en 2009...

**8** Va-t-il de nouveau renoncer par crainte d'y perdre en crédibilité ?

Pas forcément. Mais il lui faudra de gros gages de pouvoir peser, lui qui n'a même pas les attributs d'un groupe politique au Parlement wallon, ce qui signifie pas de droit de vote en commission, pas de collaborateurs, etc. Une formule interné-

diaire pourrait être un engagement d'Ecolo à voter certains dossiers à la carte, tout en restant dehors...

**9** Quel jeu joue Défi à Bruxelles avec ses exclusives ?

Ah ça, si vous avez la réponse on est preneur. Demander le scalp de Joëlle Milquet au cdH et la fin des vols de nuit au MR, c'est rendre imbuvable son soutien, indispensable à Bruxelles. Ceci dit, la position d'Olivier Maingain ne fait pas l'unanimité, en interne. Et y aller seul avec le PS est impossible (34 sièges sur 72). La rivalité Ecolo-Défi, en plus des lourds problèmes éthiques que posent les socialistes aux Verts, rend également peu crédible à ce stade un accord d'Ecolo pour faire l'appoint.

**10** Si aucun accord ne se dégage, que se passera-t-il ?

Aucune élection anticipée n'est possible. La seule solution serait que la coalition PS-cdH se maintienne jusqu'aux élections, dans deux ans, dans une sorte d'affaires courantes empoisonnées par leurs relations désormais électorales. Deux ans d'immobilisme donc. Dont ce sont les citoyens wallons et bruxellois qui paieraient la facture... ●

CHRISTIAN CARPENTIER

## André Gilles a bien demandé à toucher les 5.096 € net par mois auxquels il a droit durant quatre ans

Comme révélé dans Sudpresse le 11 mars dernier, André Gilles, l'ancien député provincial et président de Publifin et Nethys, avait le droit de demander des indemnités de départ pour sa sortie de la députation provinciale de Liège. Vu son ancienneté (30 ans), il peut réclamer quatre années de salaire. Cette « indemnité de sortie » comme on l'appelle existe dans tous les parlements. Elle est censée aider les députés à se relancer dans la vie active quand ils ont perdu leur travail parlementaire.

À la différence près qu'ici, André Gilles est déjà âgé de 63 ans. Et surtout qu'il a présenté sa démission !

Mais qu'à cela ne tienne, il y a droit « à condition qu'il en fasse la demande écrite au collège provincial », peut-on lire dans le statut des pensions de la Province de Liège.

Hier, l'hebdomadaire satirique Ubu-Pan annonçait que l'expatréon de la Province a bien fait sa demande écrite à ses ex-collègues, une information qui nous a été confirmée à très bonne source.

« Oui, c'est exact. On ne sait rien faire, il y a droit. Il s'agit d'un règlement qui avait à l'époque été calqué sur celui du Sénat. Depuis lors, tous les parlements l'ont changé en le limitant à 24 mois maximum et en le supprimant en cas de démission volontaire. À la Province de Liège aussi, on a voté ces deux changements, mais ils ne seront d'application que pour la prochaine législature. On ne sait donc rien faire... »

La somme de 449.480 € citée par l'hebdomadaire est bien correcte mais il s'agit d'un montant brut. En réalité, André

Gilles va toucher tous les mois, durant 48 mois (4 ans), la somme de 5.096 € nets ! Soit 244.608 € pour ne rien faire...

« C'est effectivement dingue et tout à fait anachronique, explique ce libéral de la Province. Ce ne sera plus comme ça dans deux ans, il faut bien s'y plier. »

« Le règlement, c'est le règlement, il n'y a pas moyen d'y déroger sous peine de se voir condamner en justice, reprend ce socialiste provincial. Mais il est vrai que, sur le plan moral et éthique, c'est un vrai problème. » ●

L.G.

ÉDITO

# Changer d'époque



La CGSP wallonne a brandi la menace de la paralysie du sud du pays, ce vendredi dès l'aube. Avant de se raviser, penaude, sous la pression. À l'heure du café, il était question d'un blocage de colère, ce vendredi 30 juin. Motif? Une consultation syndicale remise en question, vu le contexte. En guise de vengeance, les aéroports allaient être paralysés, le premier gros jour des départs. Même le placide patron

de celui de Charleroi, Jean-Jacques Cloquet, s'en est étouffé de rage, menaçant de démissionner face à pareil piratage d'un des si rares fleurons wallons. Message reçu 5 sur 5. La menace a été levée à l'heure de l'apéro. Si grève il y a, ce ne sera pas le 30 juin, et ce ne sera pas dans les aéroports. Mais le mal est fait. Car confirmé par Thierry Bodson — qu'on a connu nettement mieux inspiré —, l'épisode témoigne de la profonde panique du monde

socialiste face à sa possible éviction du pouvoir, ce qu'il n'aurait plus connu depuis la bagatelle de trente ans.

En menaçant de prendre les Wallons en otage, la FGTB a démontré par l'absurde le mal qui ronge le sud du pays. Le citoyen n'y compte plus, il n'est qu'un levier dont se servent certains à gauche pour maintenir le PS au pouvoir. On l'avait déjà compris lors de l'éviction de

50.000 chômeurs, prix payé pour permettre à Elio Di Rupo d'accéder à l'époque au « 16 ». Cela se confirme aujourd'hui avec cet odieux et inexcusable chantage. Si certains partis avaient encore des réticences à former un nouvel attelage sans le PS, la FGTB vient de les aider à sauter le pas. Car ce n'est pas la recherche d'autres partenaires qui est l'enjeu wallon du moment. C'est un changement d'époque. ●

## Cumuls au PS

### Verdict attendu

Dimanche prochain, un congrès du PS se prononcera sur le décumul des mandats. Chaque fédération se prononcera d'ici-là, puis mandatera ses délégués. La plus puissante, Liège (78 délégués), arrêtera sa position mercredi soir. Certaines voix s'y élèvent déjà pour réclamer le seul décumul des rémunérations, pas celui des mandats.

Celle de Charleroi (61) a déjà tranché vendredi passé, appuyant la proposition Magnette d'un décumul intégral. Et si son homologue de Mons-Borinage (41) ne votera que mardi, elle a déjà fait savoir qu'elle soutenait un décumul intégral dans les seules communes de plus de 25.000 habitants, soit 23 des 262 entités wallonnes. Forcer le consensus ne s'annonce guère simple... ●

CH. C.